

Communiqué de presse



Réseau français des villes éducatrices

24 mai 2023

## **Mixité sociale à l'école : tout ça pour ça...**

Le Réseau français des villes éducatrices défend depuis longtemps l'idée de la mixité sociale dans nos écoles. De nombreuses études ont montré les avantages de la mixité en termes de climat scolaire et d'apprentissages, et à l'âge où les enfants et les jeunes se construisent comme citoyens, l'expérience du vivre-ensemble et de l'altérité est vitale pour la cohésion de notre République. Le fait que le ministre Pap Ndiaye ait identifié la mixité comme une priorité de son ordre du jour a suscité beaucoup d'espoir pour les élues et élus du Réseau, comme pour tous les acteurs de terrain qui se sont beaucoup exprimés dans la période récente. Nous étions dans l'attente d'annonces qui puissent permettre d'imaginer un avenir meilleur pour les enfants des établissements ségrégués. Le président de la République, hélas, ne s'est pas emparé du sujet... Déçus mais pas surpris, nous ne pouvons aujourd'hui que constater l'immense gâchis et les espoirs brisés. Les "annonces" faites presque en cachette se résument à une injonction floue faite aux recteurs et ne constituent en aucun cas une politique publique. En tout état de cause, elles sont bien loin de l'ambition qu'il aurait fallu déployer.

Le sujet de la mixité sociale en éducation ne peut se contenter de petites mesures ou d'incitations. Sans négliger les autres politiques publiques permettant de corriger les effets de la ségrégation (politique du logement en particulier), nous le répétons, et nous continuerons à le faire : l'école publique a besoin d'une ambition qui ne se réduise pas à une compétition avec le privé. Elle a aussi besoin de plus de moyens, de manière urgente, condition indispensable d'amélioration de la confiance que lui portent les familles. Il faut en effet accueillir correctement les enfants en situation de handicap, remplacer toutes les absences de professeurs, proposer des parcours culturels et sportifs à tous les enfants, libérer du temps pour les échanges professionnels et pédagogiques. Ce sont des moyens au service des élèves qui pourraient rendre l'école de la République attractive pour toutes les familles. Les villes du Réseau font aussi

leur part des politiques éducatives, en complémentarité avec l'école et les familles. Elles travaillent sur la qualité de la restauration et du périscolaire, l'aménagement des abords des écoles, le confort des bâtiments...

Les collectivités territoriales, à tous les niveaux, ont leur rôle à jouer, et beaucoup ont déjà largement commencé à investir pour la mixité sociale à l'école. Mais comment continuer à avancer si aucun objectif clair n'est identifié au niveau de l'État et de l'Éducation nationale ? Si aucun moyen n'est alloué, aucun interlocuteur clairement identifié ? Nous redisons notre sentiment d'urgence à ce que la question de la mixité sociale à l'école soit identifiée comme un enjeu prioritaire de notre République.

**Contact presse**  
**Emilie Kuchel - présidente**  
**04 78 03 67 22**

---



[Désabonnement](#)